



Châteauroux, le 15 septembre 2010

**Louis Pinton**  
*Président du Conseil général  
Sénateur de l'Indre*

Monsieur le Président,

La récente consultation publique lancée par l'ARCEP et concernant les modalités d'attribution des bandes de fréquences 200 MHz et 2,6 GHz pour le déploiement de réseaux mobiles à Très Haut Débit n'a pas manqué de retenir mon attention.

Comme vous le savez, l'attribution de ces bandes de fréquences constitue un enjeu essentiel en matière d'aménagement du territoire. Elle doit être l'occasion de résorber, et non d'amplifier de façon irréversible, la fracture numérique qui a pu s'instaurer entre les territoires les plus peuplés et ceux qui le sont moins.

Aussi, il paraît donc essentiel que des obligations précises soient fixées aux candidats en terme de couverture des territoires, et pas seulement en terme de couverture de la population, et que la couverture soit réalisée dans des délais resserrés et uniformisés sur l'ensemble du territoire national.

Si bien évidemment l'objectif d'une concurrence objective et loyale au bénéfice du consommateur doit être recherché, il faut bien se rendre à l'évidence qu'une telle concurrence entre plusieurs opérateurs n'existera pas dans les zones les moins peuplées. Il pourrait être utile alors de favoriser les mutualisations ex ante pour permettre une concurrence objective au profit du consommateur.

Enfin, envisager une attribution des bandes de fréquences 800 MHz séparées des bandes de fréquences 2,6 GHz peut faire apparaître deux catégories d'opérateurs, ceux des zones rentables et ceux des zones non rentables, ce qui risquerait de nuire à un aménagement équilibré du territoire.

Telles sont les réflexions que je souhaitais porter à votre connaissance.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.

*à très cordialement,*



Louis PINTON

Monsieur Jean Ludovic SILICANI  
Président de l'ARCEP  
7, rue Square Max Hymans  
75750 PARIS Cedex 15